

Communiqué de presse

30 août 2024

En démocratie, on respecte le résultat des élections

Le 9 juin 2024, à la suite de l'échec du parti présidentiel aux élections européennes, le président de la République annonçait la dissolution de l'Assemblée nationale pour « *redonner [aux Français et aux Françaises] le choix de [leur] avenir parlementaire par le vote* ».

Conscients du risque de voir la France gouvernée par un parti xénophobe, les mouvements de gauche et écologistes ont réussi à présenter un programme basé sur plus de justice sociale et une véritable prise en compte des enjeux environnementaux, comme nous l'avons fait ici, à Grenoble, en 2014 puis en 2020 en unissant les forces écologistes et humanistes. Ce programme, réaliste et chiffré, en totale rupture avec le cap présidentiel, a permis la naissance du Nouveau Front Populaire.

Les 30 juin et 7 juillet, les électeurs et électrices ont répondu par un sursaut démocratique pour « *choisir [leur] avenir parlementaire par le vote* », avec un taux de participation à plus de 66 % pour les deux tours, soit le plus haut depuis 27 ans. Au soir du 30 juin, face aux résultats historiquement haut de l'extrême-droite xénophobe et de ses alliés, un front républicain inédit a permis, dans la majorité des circonscriptions, de limiter le nombre de triangulaires et de favoriser les candidats et candidates de l'arc républicain.

Dès l'annonce des résultats le 7 juillet, pour respecter sa propre décision de « *redonner [aux Français et aux Françaises] le choix de [leur] avenir parlementaire par le vote* », le président de la République aurait dû, comme c'est l'usage en démocratie, reconnaître son échec, assumer que sa politique est responsable de la poussée de l'extrême droite xénophobe, et entamer, avec le NFP, de premiers échanges en vue de désigner dans les rangs du bloc arrivé en tête un ou une premier-e ministre.

Au souhait de gauche exprimé par les Français et les Françaises, le président de la République répond par l'ignorance et le mépris des résultats, refusant la désignation de Lucie Castets, proposée par le NFP, et tissant de nouvelles alliances entre son camp et Les Républicains dont la frontière avec le Rassemblement National devient de plus en plus poreuse, tant en termes idéologiques que stratégiques.

Pour respecter les choix l'ayant motivé à dissoudre l'Assemblée nationale, pour respecter le résultat des urnes, pour respecter la démocratie, il ne reste au président de la République que deux possibilités : respecter la volonté des électeurs et électrices en désignant un-e premier-e ministre issu-e du Nouveau Front Populaire, ou assumer son échec total en rendant son mandat.

Continuer de jouer avec le feu ne fera qu'aggraver la division politique du pays. C'est pour éviter cela, qu'en démocratie, il faut respecter le résultat des élections.

Les élu-es du groupe Grenoble en Commun